

DELIBERATION 2012-032

Approbation d'une convention-type et autorisation donnée au Président de mettre au point et de signer la convention portant sur la contribution aux dépenses d'investissement dans les parcs de stationnement, avec les communes, les établissements publics, et les groupements de communes membres du Syndicat

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2121-29,

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris, autorisant la création du syndicat mixte Autolib',

Vu la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion, et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signée le 25 février 2011 et notifiée le 1^{er} mars 2011,

Vu la délibération du Comité syndical n° 2012-028 du 8 octobre 2012 portant élargissement du périmètre de compétences du Syndicat mixte ouvert Autolib' à l'ensemble de l'Unité Urbaine de Paris 2010 au sens de l'INSEE,

Vu les statuts du Syndicat mixte Autolib',

Vu le projet de convention-type joint en annexe,

Le comité syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article premier : d'approuver le projet de convention-type joint en annexe.

Article deuxième : d'autoriser le Président à mettre au point la convention avec chaque commune, établissement public ou groupement de communes membre du Syndicat.

La mise au point portera notamment sur l'intégration du nombre de stations concernées et sur le choix de l'option de financement.

Article troisième : d'autoriser le Président à signer les conventions ainsi mises au point avec chaque commune, établissement public ou groupement de communes membre du Syndicat.

Le Président du Comité Syndical



Julien Bargeton

CONVENTION

portant sur la contribution de la Commune de
XXXXX aux dépenses d'investissement dans les
parcs de stationnement au profit du service public
de location de véhicules électriques en libre-
service « Autolib' » dont la gestion relève de la
compétence du Syndicat mixte Autolib'

SYNDICAT MIXTE AUTOLIB'



COMMUNE DE XXXXX

SOMMAIRE

PREAMBULE	5
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION	6
ARTICLE 2 : CONDITIONS FINANCIERES	6
ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION.....	7
ARTICLE 5 : CONVENTION TRIPARTITE.....	7
ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION.....	7
ARTICLE 7 : DISPOSITIF DE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION....	7
ARTICLE 8 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION	7
ANNEXES	9
ANNEXE A : LISTE DES STATIONS AUTOLIB' EN PARCS DE STATIONNEMENT.....	10
ANNEXE B : MONTANT DES ANNUITÉS PAR STATION.....	11

CONVENTION

portant sur la contribution de la Commune de XXXXX aux dépenses d'investissement dans les parcs de stationnement au profit du service public de location de véhicules électriques en libre-service « Autolib' » dont la gestion relève de la compétence du Syndicat mixte Autolib'

ENTRE

Le Syndicat mixte Autolib', représenté par Monsieur Julien BARGETON, Président du comité syndical d'une part,

ET

La Commune de XXXXX, représentée par son Maire, dûment habilité à signer la présente convention en vertu d'une délibération de son conseil municipal du _____, ci-après dénommée "Commune" d'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L. 2121-29,

VU les statuts du Syndicat mixte Autolib',

VU la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion, et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques signée le 25 février 2011 et notifiée le 1^{er} mars 2011,

VU la délibération du conseil municipal de la Commune de XXXXX du _____ relative à l'approbation du principe de l'adhésion au Syndicat mixte Autolib',

VU l'arrêté préfectoral portant création du Syndicat mixte Autolib' en date du 9 juillet 2009,

IL A ÉTÉ EXPOSÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Dans le cadre du développement de l'offre de transport à l'échelle métropolitaine la Ville de Paris, de nombreuses communes et établissements de coopération intercommunale (EPCI) de la région parisienne et la Région Ile-de-France se sont associés au sein d'un syndicat mixte ouvert appelé Syndicat mixte Autolib' pour permettre aux parisiens et aux habitants de la Région Ile-de-France d'accéder à un service de location de véhicules électriques en libre-service.

La mise en œuvre de ce service a nécessité la conclusion d'une convention de délégation de service public entre le Syndicat mixte Autolib' et une société concessionnaire en charge de la mise en place, la gestion, et l'entretien du service Autolib' et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques.

Cette société construira environ 1200 stations Autolib' sur le territoire des membres du Syndicat, sur la voie publique et en parc de stationnement.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet, conformément à l'article 7 des statuts du Syndicat mixte Autolib', de consentir au Syndicat mixte Autolib' le versement d'une subvention d'investissement en vue de la réalisation des stations Autolib' dans les parcs de stationnement situés sur le territoire de la Commune, et d'en préciser les modalités de versement.

Le Syndicat mixte Autolib' plantera dans les parcs de stationnement indiqués en annexe A **XX** stations Autolib' pour un total de **XX** bornes de charge et autant de places de stationnement.

ARTICLE 2 : CONDITIONS FINANCIERES

En application des dispositions de l'article L.2224-2 du Code général des Collectivités Territoriales, la Commune participera aux dépenses d'investissement sous la forme d'une subvention d'investissement. Cette subvention est justifiée, pour la réalisation du service de mise à disposition de véhicules en libre-service, par l'obligation de mise à disposition des usagers de véhicules à motorisation électrique.

Cette obligation de service public entraînant des surcoûts liés, d'une part, au prix d'achat du véhicule électrique, supérieur à celui d'un équivalent thermique et, d'autre part, à la nécessité de déployer une infrastructure de recharge pour les véhicules électriques mis à disposition, et qui ne peuvent être compensés par les recettes tirées de l'exploitation du service sans un montant excessif des tarifs, est de nature à justifier le recours à la subvention d'investissement.

Dans le cadre de l'application de l'article 7 des statuts du Syndicat mixte Autolib', le montant de la participation aux investissements, sous forme de subvention due par la Commune pour chaque station dans un parc de stationnement, est plafonné à 51 000 € hors taxe par station Autolib'. Il sera ajusté en fonction du coût réel constaté dans la limite de ce plafond.

[OPTION ETALEMENT]

La Commune opte pour le financement étalé sous la forme de dix annuités imputables sur les exercices 2013 à 2022, et versées au Syndicat mixte Autolib' le 1^{er} juin de chaque année à compter du 1^{er} juin 2013.

Un tableau précisant le montant des annuités par station est disponible en annexe B.

[FIN ETALEMENT]

[OPTION INVESTISSEMENT]

La Commune opte pour le financement direct d'un montant total de **XXX XXX €** imputable sur l'exercice 2013.

Chaque mois et avant le 5 du mois le Syndicat mixte Autolib' édite un état comportant les stations Autolib' réalisées le mois précédent et pour lesquels le procès-verbal de réception des travaux visé à l'article 4.7 a été signé par la Commune.

Après accord de la Commune sous huit jours maximum sur cet état le Syndicat mixte Autolib' émet à l'encontre de la Commune un titre de recette correspondant au montant total des subventions d'investissement dues au titre du mois précédent.

[FIN INVESTISSEMENT]

Tout retard de versement supérieur à soixante (60) jours ouvrira un droit au paiement d'intérêts de retard au taux d'intérêt légal.

Si, en application des articles 42.1 et 43.2 de la convention de délégation de service public consentie par le Syndicat mixte Autolib', le délégataire rembourse au Syndicat tout ou partie des subventions d'investissement, le Syndicat pourra décider de la réutilisation de tout ou partie des sommes remboursées pour effectuer de nouveaux investissements dans l'intérêt du service ou reversera à la Commune tout ou partie de ces sommes, proportionnellement et dans la limite des subventions versées.

ARTICLE 3 : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

L'utilisation de la subvention, à des fins autres que celles définies par la présente convention, entraînera son remboursement. Le reversement de tout ou partie de la subvention à un tiers autre que le délégataire du service public Autolib' est interdit et entraînera la restitution de tout ou partie des sommes déjà versées.

En cas de non exécution, de retard significatif ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la présente convention, la Commune peut suspendre le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le remboursement de tout ou partie de sommes déjà versées.

En outre le Syndicat mixte Autolib' fera son affaire de conserver pendant la durée de la délégation de service public le nombre de stations subventionnées. En cas de substitution de station la Commune ne versera pas de subvention au delà du montant total maximal indiqué à l'article 2.

En cas de fermeture de station sans substitution, un remboursement de la subvention au *pro rata temporis* sera effectué pour compenser la durée restant à courir depuis la date de fermeture de la station jusqu'à la date d'échéance prévue de la délégation. Le calcul prendra comme date de départ, la date du procès verbal de réception de la station.

ARTICLE 5 : CONVENTION TRIPARTITE

La convention tripartite visée à l'article 9.2 du contrat de délégation de service public entre le Syndicat mixte Autolib', le titulaire de la DSP Autolib, et l'exploitant du parc de stationnement devra préciser les garanties financières relatives aux conditions d'utilisation de la subvention mentionnées à l'article 3 permettant de rembourser la Commune.

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa signature.

Elle prend fin lors de l'achèvement de la délégation du service public de location de véhicules en libre service Autolib' ou le cas échéant, avec le retrait de la Commune du Syndicat mixte Autolib'.

Dans le cas d'un retrait de la Commune du Syndicat mixte Autolib', les modalités d'indemnisation prévues par l'article 8 des statuts du Syndicat seront réglées par une convention particulière.

ARTICLE 7 : DISPOSITIF DE SUIVI DE L'APPLICATION DE LA PRESENTE CONVENTION

La Commune désigne un responsable Autolib' chargé du contrôle de la bonne exécution de la présente convention et qui sera l'interlocuteur privilégié du Syndicat mixte Autolib'.

Le Syndicat mixte Autolib' établira trimestriellement un bilan relatif aux travaux réalisés et à leur coût.

ARTICLE 8 : LITIGES RELATIFS A LA PRESENTE CONVENTION

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Paris. Les parties s'engagent à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait à
Le

Pour le Président et par délégation,
La Directrice du Syndicat mixte Autolib'
Madame Véronique HACHÉ-AGUILAR

Fait à
Le

Le Maire de XXXXX

ANNEXES

ANNEXE A : LISTE DES STATIONS AUTOLIB' EN PARCS DE STATIONNEMENT

n°	places	commune	nom parc	adresse

ANNEXE B : MONTANT DES ANNUITÉS PAR STATION

année	montant de l'annuité pour 1 station
2013	7 357
2014	7 132
2015	6 905
2016	6 684
2017	6 455
2018	6 228
2019	6 003
2020	5 779
2021	5 552
2022	5 325